

MINISTERE DELEGUE AUPRES DU  
PREMIER MINISTRE, CHARGE DE  
L'ECONOMIE ET DES FINANCES

-----  
DIRECTION GENERALE  
DU TRESOR ET DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE.  
Union – Discipline - Travail

# PLAN D' ACTIONS 2006

Janvier 2006

Le Directeur Général

**DIBY K. Charles**  
Administrateur des Services Financiers

## SOMMAIRE

**INTRODUCTION**

**5-8**

**5<sup>EME</sup> PARTIE : LES PAIERIES A L'ETRANGER**

**CONCLUSION**

**DEFINITION DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

# **INTRODUCTION**

TAUX GENERAL DE REALISATION ESCOMPTE,  
**65 %**

Depuis quelques années, des réformes importantes ont été conduites par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique en vue d'améliorer le rendement et d'impulser un nouvel élan au fonctionnement des services. Ces initiatives ont permis à notre Administration d'honorer ses principaux engagements et de scruter l'horizon avec optimisme.

Pour préserver les acquis et maintenir le cap de la performance, l'exécution des missions s'inscrit chaque année dans un cadre prospectif et de veille stratégique qui se traduit, entre autres, par l'élaboration d'un Plan d'Action annuel. Ce précieux instrument, comme une boussole, oriente les uns et les autres dans l'exploration et l'exploitation d'axes novateurs majeurs. Il illustre l'engagement de la Direction Générale à œuvrer, perpétuellement, à la quête de l'efficacité. Cela passe nécessairement par l'adaptation des méthodes et moyens à l'environnement et aux enjeux nouveaux.

Ainsi, pour l'année 2006, il est à retenir que le Plan d'Action intègre de nouvelles données aussi bien dans la forme que dans le fond. Il prend en compte certaines exigences requises par les normes internationales.

Aussi l'apparition de notions nouvelles telles que « politique d'action » et « indicateurs de mesures » s'inscrit-elle dans le respect de cette logique qui se traduit également par la détermination de délais de mise en œuvre, ainsi que par la définition d'objectifs qualité. Il s'agit ici d'objectifs quantifiables, mesurables et clairement définis que l'organisme devra s'efforcer d'atteindre.

La conception de cette nouvelle approche qui préside désormais à l'élaboration et à l'exécution du Plan d'Action a été possible grâce au concours très précieux du **Projet qualité Trésor Public (PQTP)**.

Au reste, en raison de la parfaite adhésion des responsables de service aux différentes innovations introduites dans la conduite de l'action administrative, nous restons convaincus que le Trésor Public saura relever les défis de la certification internationale.

## **CINQUIEME PARTIE :**

### **LES PAIERIES A L'ETRANGER**

- |                                    |  |   |   |
|------------------------------------|--|---|---|
| 1. Abuja ( <b>Nigeria</b> )        | 13. Unesco ( <b>Paris</b> )                | 25. Ottawa ( <b>Canada</b> )            | 37. Tripoli ( <b>Libye</b> )            |
| 2. Accra ( <b>Ghana</b> )          | 14. Caire ( <b>Egypte</b> )                | 26. Ouagadougou ( <b>Burkina Faso</b> ) | 38. Tunis ( <b>Tunisie</b> )            |
| 3. Addis-abeba ( <b>Ethiopie</b> ) | 15. Kinshasa ( <b>RDC</b> )                | 27. Paris ( <b>France</b> )             | 39. Vatican ( <b>Saint siège Rome</b> ) |
| 4. Alger ( <b>Algérie</b> )        | 16. Libreville ( <b>Gabon</b> )            | 28. Pékin ( <b>Chine</b> )              | 40. Washington ( <b>USA</b> )           |
| 5. Bamako ( <b>Mali</b> )          | 17. Londres ( <b>Royaume-Uni</b> )         | 29. Pretoria ( <b>Afrique du Sud</b> )  | 41. Yaoundé ( <b>Cameroun</b> )         |
| 6. Berne ( <b>Suisse</b> )         | 18. Luanda ( <b>Angola</b> )               | 30. Rabat ( <b>Maroc</b> )              |   |
| 7. Berlin ( <b>Allemagne</b> )     | 19. Madrid ( <b>Espagne</b> )              | 31. Riyad ( <b>Arabie Saoudite</b> )    |   |
| 8. Brasilia ( <b>Brésil</b> )      | 20. ONU ( <b>Genève</b> )                  | 32. Rome ( <b>Italie</b> )              |   |
| 9. Bruxelles ( <b>Belgique</b> )   | 21. Mexico ( <b>Mexique</b> )              | 33. Séoul ( <b>Corée</b> )              |   |
| 10. Conakry ( <b>Guinée</b> )      | 22. Moscou ( <b>Fédération de Russie</b> ) | 34. Téhéran ( <b>Iran</b> )             |   |
| 11. Copenhague ( <b>Danemark</b> ) | 23. New York ( <b>ONU</b> )                | 35. Tel-Aviv ( <b>Israel</b> )          |   |
| 12. Dakar ( <b>Sénégal</b> )       | 24. New Delhi ( <b>Inde</b> )              | 36. Tokyo ( <b>Japon</b> )              |   |

**Les Paieries à l'étranger ci-dessus citées exécutent le même plan d'action conformément au tableau ci-après :**

<b>STRUCTURE PILOTE : LES PAIERIES A L'ETRANGER</b>					
<b>POLITIQUES D'ACTION</b>	<b>OBJECTIFS</b>	<b>ACTIONS CONCRETES</b>	<b>DELAIS DE MISE EN ŒUVRE</b>	<b>LIBELLE DES INDICATEURS DE MESURE</b>	<b>ENREGISTREMENTS (preuves de réalisation)</b>
<b>1/ Traduire en acte le principe de la séparation des fonctions d'ordonnateurs et de comptables publiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire à 0 l'implication du Payeur dans la phase administrative d'exécution du budget</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faire créer un service de comptabilité administrative rattaché à l'ordonnateur</li> <li>Former les agents chargés d'animer ce service</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>30 septembre 2006</li> <li>30 septembre 2006</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux d'implication</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Acte de création du service</li> <li>Rapport de formation des agents</li> </ul>
<b>2/ Renforcer le recouvrement des recettes propres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Relever le taux de recouvrement des recettes propres de 10 %</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer à l'ordonnateur le relèvement des droits de chancellerie</li> <li>Effectuer le recouvrement de la détaxe TVA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>30 juin 2006</li> <li>30 septembre 2006</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de recouvrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Copie de la demande de relèvement</li> <li>Acte de l'ordonnateur autorisant le relèvement des droits de chancellerie</li> <li>Etat de recouvrement comparé (2005/2006)</li> </ul>
<b>3/ Automatiser la gestion comptable de la Paierie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduire de 50 % les délais de production de la comptabilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Doter le PC d'outils informatiques</li> <li>Installer un logiciel de gestion comptable</li> <li>Former les utilisateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>31 décembre 2006</li> <li>31 décembre 2006</li> <li>31 décembre 2006</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de réduction de délais</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bordereaux de livraison des ordinateurs</li> <li>Licence d'utilisation du logiciel</li> <li>PV de formation et résultats test d'évaluation</li> </ul>

# C O N C L U S I O N

Le présent Plan d'Action 2006 met en exergue les différentes actions novatrices validées par **155** structures du Trésor Public. Il s'agit de **3** Services Rattachés à la Direction Générale, **9** Services Centraux non comptables, **7** Postes Comptables Généraux, **27** Trésoreries Générales qui intègrent les actions des Postes qui leur sont rattachés, **41** Paeries à l'Etranger et **68** Agences Comptables des Etablissements Publics Nationaux.

Il convient de rappeler que le Plan d'Action, comme les années précédentes, fera l'objet d'une revue à mi-parcours. Cette évaluation prendra en compte le niveau de réalisation des actions ainsi que l'impact de la mise en œuvre desdites actions. L'objectif ici est de réaliser un feed-back de régulation aussi bien pour le service évalué que pour l'évaluateur qui apprécieront, ensemble, les étapes franchies et les obstacles rencontrés.

Quant à l'évaluation de fin d'année, elle sera, pour les uns et les autres, l'occasion de jauger définitivement l'état d'exécution des actions et le niveau de performance des structures.

Aussi, convient-il d'indiquer que le jugement des évaluateurs se fera à l'aune du barème de notation arrêté de manière consensuelle.

En définitive, au regard de l'engagement clair et tangible de la Direction Générale en faveur de l'efficience et de l'efficacité des services, il revient à chaque responsable de tout mettre en œuvre pour la réalisation d'une performance qui se situe largement au-delà du taux moyen annuel escompté.

# **DEFINITION DES SIGLES ET ABREVIATIONS**

## **(Par ordre alphabétique)**

<b>AGEFOP</b>	Agence pour la Formation Professionnelle
<b>ACCC</b>	Agence Comptable des Créances Contentieux
<b>ACCD</b>	Agence Comptable Centrale des Dépôts
<b>AGEPE</b>	Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi
<b>AICF</b>	Agence Ivoirienne de Coopération Francophone
<b>AIP</b>	Agence Ivoirienne de Presse
<b>ANAC</b>	Agence Nationale de l'Aviation Civile
<b>ANDE</b>	Agence Nationale de l'Environnement
<b>ASA-CI</b>	Association des Sociétés d'Assurance de Côte d'Ivoire
<b>ASTER</b>	Dénomination du Programme de Réforme de la Comptabilité
<b>ATD</b>	Avis à Tiers Détenteur
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BE</b>	Balance d'entrée
<b>BNETD</b>	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
<b>CAA</b>	Caisse Autonome d'Amortissement (actuelle BNI)
<b>CAISTAB</b>	Caisse de Stabilisation
<b>CCB</b>	Certificat de Concordance Bancaire
<b>CCT</b>	Cellule des Conseillers Techniques
<b>CDI</b>	Centre Des Impôts
<b>CE</b>	Cellule d'Etudes
<b>CED-CI</b>	Centre d'Education à Distance de Côte d'Ivoire
<b>CEI</b>	Commission Electorale Indépendante
<b>CEPICI</b>	Centre d'Etude et de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire
<b>CF</b>	Contrôle Financier
<b>CGAF</b>	Compte Général de l'Administration des Finances
<b>CGRAE</b>	Caisse Générale de Retraite des Agents de l'Etat
<b>CHU</b>	Centre Hospitalier Universitaire
<b>CIAPOL</b>	Centre Ivoirien Antipollution
<b>CIE</b>	Compagnie Ivoirienne d'Electricité

<b>CIT</b>	Côte d'Ivoire Tourisme
<b>CNAC</b>	Centre National des Arts et de la Culture
<b>CNACI</b>	Centre National d'Agriculture de Côte d'Ivoire
<b>CNDJ</b>	Centre National de Documentation Juridique
<b>CNP</b>	Conseil National de la Presse
<b>CNPS</b>	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
<b>CNTS</b>	Centre National de Transfusion Sanguine
<b>CRCP</b>	Comité de Réforme de la Comptabilité Publique
<b>CRFLD</b>	Centre Régional de Formation pour la Lutte contre la Drogue
<b>CRO</b>	Centre de Recherche Océanologique
<b>CROU</b>	Centre Régional des Œuvres Universitaires
<b>CSIPI</b>	Compte Spécial d'Investissement et de Paiement des Intérêts
<b>CTCI</b>	Conseil de Télécommunication de Côte d'Ivoire
<b>DAAF</b>	Direction des Affaires Administratives et Financières
<b>DCPR</b>	Direction de la Comptabilité Parapublique et de la Réglementation
<b>DFDC</b>	Direction de la Formation, de la Documentation et de la Communication
<b>DGAT</b>	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire
<b>DGD</b>	Direction Générale des Douanes
<b>DGE</b>	Direction Générale de l'Economie
<b>DGI</b>	Direction Générale des Impôts
<b>DI</b>	Direction de l'Informatique
<b>DIF</b>	Direction des Institutions de Finances
<b>DOA</b>	Direction des Opérations d'Assiette
<b>DPM</b>	Direction du Personnel et du Matériel
<b>EIBMA</b>	Ecole Ivoirienne de Bijouterie et des Métiers Annexes
<b>ENA</b>	Ecole Nationale d'Administration
<b>ENS</b>	Ecole Normale Supérieure
<b>ENSEA</b>	Ecole Nationale de Statistique et d'Economie Appliquée
<b>EPN</b>	Etablissements Publics Nationaux
<b>FDFP</b>	Fonds de Développement et de Formation Professionnelle

<b>FER PALMIER</b>	Fonds d'Extension et de Renouveau pour le Développement de la Culture du Palmier à Huile
<b>FIAU</b>	Fonds d'investissement et d'Aménagement Urbain
<b>FIDEN</b>	Fonds Ivoirien de Développement de l'Entreprise Nationale
<b>FNS</b>	Fonds National de Solidarité pour la Promotion d'Emploi Jeunes
<b>FRAR</b>	Fonds Régional d'Aménagement Rural
<b>ICA</b>	Institut de Cardiologie d'Abidjan
<b>IGE</b>	Inspection Générale d'Etat
<b>IGF</b>	Inspection Générale des Finances
<b>IGR</b>	Impôt Général sur le Revenu
<b>IMEC</b>	Institution Mutualiste d'Epargne et de Crédit
<b>IMF</b>	Institution des Micro Finances
<b>INCI</b>	Imprimerie Nationale de Côte d'Ivoire
<b>INFAS</b>	Institut National de Formation des Agents de Santé
<b>INFPA</b>	Institut National de Formation Professionnelle Agricole
<b>INFS</b>	Institut National de Formation Sociale
<b>INHP</b>	Institut National d'Hygiène Publique
<b>INJS</b>	Institut National de la Jeunesse et des Sports
<b>INPHB</b>	Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny
<b>INSAAC</b>	Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
<b>INSP</b>	Institut National de Santé Publique
<b>IPCI</b>	Institut Pasteur de Côte d'Ivoire
<b>IPNETP</b>	Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel
<b>IRF</b>	Institut Raoul Follereau
<b>ISO (norme qualité)</b>	International Organization for Standardization
<b>ISTC</b>	Institut des Sciences et Techniques de la Communication
<b>IV</b>	Inspecteur Vérificateur
<b>IVP</b>	Inspecteur Vérificateur Principal
<b>JO</b>	Journal Officiel
<b>LANADA</b>	Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole

<b>LANEMA</b>	Laboratoire National d'Essais de Qualité, de Météorologie et d'Analyses
<b>LNSP</b>	Laboratoire National de la Santé Publique
<b>MER</b>	Mise en règlement
<b>MM</b>	Masse Monétaire
<b>MUGEF - CI</b>	Mutuelle Générale des Fonctionnaires et Agents de l'Etat de CI
<b>NTIC</b>	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
<b>OC</b>	Obligation cautionnée
<b>OCPV</b>	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
<b>OHADA</b>	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
<b>OIPR</b>	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
<b>OISSU</b>	Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires
<b>ONAC</b>	Office National des Anciens Combattants
<b>ONI</b>	Office National d'Identification
<b>ONPC</b>	Office National de la Protection Civile
<b>ONS</b>	Office National des Sports
<b>OSER</b>	Office de Sécurité Routière
<b>PC</b>	Poste Comptable
<b>PCA</b>	Palais de la Culture d'Abidjan
<b>PCD</b>	Poste Comptable Déconcentrés
<b>PDC</b>	Poste Diplomatique et Consulaire
<b>PEC</b>	Prise en charge
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PNAM</b>	Plan National d'Action Mutualiste
<b>PNG</b>	Position Nette du Gouvernement
<b>PQTP</b>	Projet Qualité Trésor Public
<b>PSP-CI</b>	Pharmacie de la Santé Publique de Côte-d'Ivoire
<b>PV</b>	Procès-verbal
<b>RAP</b>	Reste à payer
<b>REC</b>	Recouvrement
<b>RPD</b>	Recette Principale des Douanes

<b>RPI</b>	Recette Principale des Impôts
<b>SAMU</b>	Service d'Aide Médicale d'Urgence
<b>SCS</b>	Service de Coordination Statistique
<b>SGBCI</b>	Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SNDI</b>	Société Nationale de Développement Informatique
<b>SODECI</b>	Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire
<b>SOGEFIHA</b>	Société de Gestion et de Financement de l'Habitat
<b>SONARECI</b>	Société Nationale de Recouvrement de Côte d'Ivoire
<b>SYGADE</b>	Système de Gestion Automatisée de la Dette
<b>T</b>	Trésorerie
<b>TCOT</b>	Tableau Consolidé des Opérations du Trésor
<b>TG</b>	Trésorerie Générale
<b>TOFE</b>	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TP</b>	Trésorerie Principale
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest Africaine
<b>URES</b>	Unité de Recherche et de l'Enseignement Supérieur
<b>USA</b>	United States of America
<b>VIH SIDA</b>	Virus d'Immunodéficience Humaine -Syndrome d'Immunodéficience Acquise
<b>VISA -DM</b>	Visa Dépenses et Matériels